

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 novembre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2272)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° II-CF1468

présenté par

M. Coquerel, Mme Autain, M. Corbière, M. Bernalicis, Mme Rubin, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguier, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 38

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel a pour but de supprimer l'article 38 de ce PLF, afin de marquer notre désaccord avec le montant des crédits ouverts pour 2020. En effet, nous sommes opposés à ce budget austéritaire et souhaitons voir plus de crédits ouverts. En termes réels (en prenant en compte l'inflation et la hausse de la population) beaucoup de ministères verront leur budget sabré en 2020 :

- Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales (comprenant notamment les APL) : -7,88%. Le budget annuel de la mission « cohésion des territoires » (logement) a baissé de 3,15 milliards (- 17,2%) par rapport à 2017 !
- Action et comptes publics (comprenant notamment les services de lutte contre la fraude fiscale) : -2,82% et 1 666 postes supprimés (10 000 suppressions de poste prévues sur le quinquennat).
- Outre-mer : -5,47%
- Agriculture et alimentation : -1,16%
- Culture : -0,73% et Audiovisuel public : -3,36%
- Travail : -1,58% - le budget annuel de la mission « Travail et emploi » a baissé de 4,09 milliards (- 25%) par rapport à 2017 !
- Europe et affaires étrangères : -1,58%

A l'inverse, les ministères de l'armée et de l'Intérieur verront leurs budgets augmenter. Celui de la Justice augmente légèrement, mais moins que ce qui avait été promis dans la loi de programmation pluriannuelle de la Justice.

Le Président Macron accentue une vision néolibérale classique, jadis défendue par Thatcher : l'État

augmente ses dépenses « régaliennes » pour mieux encadrer la société (dans le dossier de presse, il est question d'un « réarmement régalien de l'État ») et abandonne les autres domaines, laissant la place au privé.

Nous nous opposons à ce choix dangereux pour notre pays. Il faut assumer une véritable politique de relance budgétaire ciblée !